Affaires académiques

- - -

Départementalisation

Principes généraux adoptés par le Conseil d'administration le
21 mars 2001

Commentaires

Préambule :

Le département est un lieu de concertation et de coordination par discipline au sein d'une Faculté. Dans le domaine de l'enseignement, il est important que les matières des différents cours soient adaptées aux exigences actuelles et s'articulent le mieux possible entre elles. Tout en veillant à l'application des méthodes de pédagogie active, le département a également un rôle d'évaluation périodique des cours, des méthodes utilisées et des activités des différents éléments qui le composent.

Le département permet aussi une gestion plus rationnelle des moyens, notamment par une mise en commun des ressources.

Le département est compétent pour donner des avis aux conseils de Facultés ou aux commissions facultaires au sein desquels les départements doivent être équitablement représentés.

Dans certains domaines, le département a un pouvoir de décision; essentiellement, il exerce les prérogatives actuelles du chef de service.

Le conseil de Faculté demeure l'organe essentiel.

Les anciens services composant les départements seront désignés par le terme "secteur".

La départementalisation doit permettre de faire face à la fois aux changements structurels du monde universitaire en particulier, et de la société en général, ainsi qu'aux contraintes budgétaires auxquelles est soumise notre Institution.

Les départements doivent permettre :

- la gestion concertée des enseignements qui relèvent de leur responsabilité;
- la mobilité accrue du personnel académique et scientifique suite à la non titularisation des cours;
- la gestion souple des futures charges de cours vacantes dans le département;
- l'amélioration de la coordination des activités et des investissements dans le domaine de la recherche;
- le regroupement des équipes en une masse critique nécessaire au développement efficient des recherches entreprises dans le département;
- la mise en commun et la gestion optimale du personnel ATO;
- la gestion commune du crédit ordinaire du département;
- l'aide à la gestion des crédits des conventions de recherche et des "articles 63" qui relèvent directement des membres du département.

Le département :

Le département constitue un ensemble cohérent qui, au sein d'une Faculté, rassemble ceux qui s'identifient à une même discipline, que celle-ci relève d'un enseignement spécifique, d'une recherche ou de toute autre activité ou centre d'intérêt reconnu par la Faculté. C'est une structure facultaire bien distincte des conseils des études, qui rassemblent exclusivement les personnes impliquées dans un filière spécifique d'enseignement, et des centres de recherche qui rassemblent des personnes qui collaborent à l'élaboration de programmes de recherche communs, à leur financement et à leur exécution.

Situation du département au sein de la faculté :

Chaque Faculté veille à la synergie entre les départements et à la cohérence des enseignements au sein de ceux-ci. Elle évite les doubles emplois notamment en coordonnant leurs activités, tout en procédant, au besoin, en tout ou en partie, à des regroupements entre eux.

Un effort de rationalisation doit donc être réalisé pour une meilleure coordination, non seulement des enseignements, mais aussi de la recherche, notamment pour une meilleure rentabilité des investissements. Certains domaines de recherche sont en plein développement et doivent être promus alors que d'autres deviennent obsolètes ou désuets. L'Institution doit être capable d'adapter son potentiel humain et financier à cette évolution sans attendre les départs naturels. Aujourd'hui, il est normal qu'une Institution comme la nôtre possède plusieurs unités spécialisées dans un même domaine. Cependant, actuellement, certaines orientations de recherche se retrouvent dans plusieurs sections et certaines disciplines sont développées sans coordination suffisante

Il est possible de collaborer à l'activité de plusieurs centres de recherche, alors qu'une même personne n'appartient qu'à un seul département. Les crédits obtenus par les centres de recherche sont sous la responsabilité unique de ces centres.

La départementalisation entraîne la disparition des sections.

Principes généraux admis par le Conseil d'administration

Sur proposition de la faculté, le conseil d'administration détermine lors de la création d'un programme d'études, le ou les départements qui assureront les missions d'enseignement.

Ces missions sont attribuées aux membres du personnel académique ou éventuellement du personnel scientifique du département, pour une durée de trois ans renouvelable, sur proposition du département approuvée par les facultés concernées.

Cette mesure ne peut avoir d'effet rétroactif, mais, les titulaires d'enseignement nommés antérieurement à durée indéterminée peuvent renoncer totalement ou partiellement à leur charge (détitularisation) et s'insérer dans le nouveau système sans modification de statut.

Le Doyen peut assister à toute réunion des organes du département ou s'y faire représenter. Il soumet au Conseil d'administration, après avoir entendu tous les présidents de départements, une proposition de répartition du personnel scientifique et du PATO. Il arrête, après avoir entendu tous les présidents de départements et en avoir informé le Recteur, la clé de répartition de la quote-part de l'allocation facultaire allouée aux départements.

Commentaires

Il s'agit des cours dont le département a la responsabilité.

En ce qui concerne les cours attribués à un titulaire nommé antérieurement à durée indéterminée, cette mesure n'est pas d'application et le titulaire conserve de plein droit son enseignement, sauf s'il souhaite mettre à la disposition du département, totalement ou partiellement les charges d'enseignement dont il est titulaire (détitularisation). Dans ce cas, il s'insère dans le nouveau système sans modification de son statut.

L'enseignant qui demande la détitularisation de ses cours s'engagera vis-à-vis du département à assumer une charge horaire équivalente à celle dont il était titulaire.

La détitularisation permet la flexibilité nécessaire à la gestion souple des enseignements. Elle a pour avantages de :

- réaliser des adaptations rapides dans les programmes en fonction de l'évolution de la discipline ou de la demande de la société;
- pour des matières sensibles ou controversées, permettre leur enseignement par des enseignants différents, ce qu'une Université publique, donc pluraliste se doit de faire;
- permettre une permutation temporaire avec un collègue d'une autre Université;
- réaliser à certains moments des expériences pédagogiques : fractionnement ou regroupements d'auditoires, présence simultanée de plusieurs enseignants, et ainsi permettre la pluridisciplinarité dans certains enseignements;
- assurer une plus grande transparence au niveau des examens : l'enseignant peut se faire aider officiellement par un autre membre du département;

Organisation de l'Université en départements :

Les départements sont créés par le conseil d'administration sur proposition des facultés.

Chaque département fait partie d'une seule faculté.

Tous les membres du personnel académique, du personnel scientifique et du personnel administratif, technique et ouvrier sont rattachés à un seul département. Dans l'intérêt du bon fonctionnement d'un département, certains membres du personnel académique ou scientifique d'autres départements peuvent y être associés.

Les chercheurs FRIA et FNRS, placés sous l'autorité du Recteur, peuvent être attachés à un promoteur d'un département. Il en va de même pour le personnel rémunéré sur les comptes "article 63".

Les modalités de fonctionnement des départements sont déterminées par un règlement d'ordre intérieur élaboré par chaque département et approuvé par la Faculté dans le respect des principes généraux.

Organes du département : composition et compétences :

Le département comporte trois organes : une assemblée générale, un conseil départemental, un bureau exécutif.

Le Président du bureau préside l'assemblée et le conseil départemental.

- faciliter les séjours dans une institution étrangère par des échanges au sein du département;
- permettre de rééquilibrer les prestations entre enseignement, recherche, gestion et services à la communauté.

- **L' assemblée générale** assure un rôle d'information. Elle regroupe tous les membres académiques et scientifiques, tous les membres du PATO, ainsi que des représentants étudiants dont le nombre ne peut dépasser 5 % du nombre des membres du département. Chaque année, l'assemblée du département prend connaissance du rapport que fait le président.
- **Le conseil départemental** est l'organe de décision du département; il regroupe :
 - . les membres du personnel académique, y compris les directeurs de recherches du FNRS.
 - . des membres du personnel scientifique qui représentent l'ensemble des catégories de ce personnel (statutaires, contractuels, durée déterminée, durée indéterminée, FNRS, FRIA...). Ils sont élus par leurs pairs pour un mandat de deux ans renouvelable; leur nombre ne peut dépasser 40 % de membres du conseil. Un système de suppléance peut être prévu.

Le conseil se réunit au moins deux fois par an et en toute circonstance à la demande d'un tiers de ses membres ou de son président.

Il procède à l'élection des membres du bureau et en désigne le président. Celui-ci est membre à temps plein du personnel académique.

Il fait à la faculté des propositions quant à la répartition des cours dont est chargé le département.

A la demande de la faculté, il rend son avis sur toutes questions concernant l'enseignement dont il a la charge.

Il donne son avis à la Faculté sur toute proposition du bureau exécutif concernant les nominations et les promotions du personnel scientifique et aux Autorités sur toute proposition relative aux promotions du PATO.

Il procède à l'approbation des comptes du département.
Il peut créer les commissions qu'il estime nécessaires au bon accomplissement des diverses missions du département.
Le conseil du département est compétent pour proposer à la Faculté de confier des enseignements, pour une période maximale d'un an, à toute personne qualifiée, et ceci dans le cadre de la mobilité et de l'internationalisation.
Le Conseil d'administration statue sur la proposition du Conseil de Faculté.

- **Le bureau exécutif** assure la gestion administrative quotidienne et veille à la bonne exécution des décisions du conseil départemental. Il est composé de deux membres du corps académique exerçant des fonctions à temps plein dans l'institution et d'un membre du personnel scientifique à temps plein. Les membres sont élus par le conseil départemental au sein de celui-ci; leur mandat est de deux ans renouvelable. Un système de suppléance peut être prévu. Le bureau s'attachera les services d'un secrétaire, membre du personnel administratif et technique; il n'aura pas voix délibérative.

Le bureau se réunit au moins une fois par mois et en toute circonstance à la demande d'un de ses membres.
Il exerce les prérogatives administratives anciennement dévolues aux chefs de service vis-à-vis du personnel scientifique et du PATO. Il donne son avis au Conseil départemental sur toute demande de nomination et de promotion du personnel scientifique et du PATO. Il donne son avis sur tout changement dans la situation administrative d'un membre du département.
Il prend toutes les mesures d'organisation nécessaires pour une bonne réalisation des missions du département.

Il s'agit évidemment ici du personnel scientifique et du PATO à charge du budget ordinaire de l'Institution.

Principes généraux admis par le Conseil d'administration

Il gère le crédit ordinaire du département mis à sa disposition par l'Institution sur proposition du Doyen; il gère la répartition des matériels et des locaux mis temporairement à la disposition du département par l'Institution. Les autres comptes (crédits personnels, conventions de recherche, revenus de prestation pour tiers) peuvent rester de la responsabilité de ceux qui les ont obtenus. Néanmoins, toutes les opérations concernant ces comptes (commandes, paiements, engagement de personnel, préavis) sont centralisées et encodées par le secrétaire du bureau, sous la supervision du président.

La première assemblée générale et la première élection au conseil départemental se feront sous l'autorité du Doyen avant le 1^{er} octobre 2001.

Commission d'accompagnement :

Une commission d'accompagnement, composée des Autorités et des Doyens veille à l'application harmonieuse des principes généraux.

Elle peut être saisie par le Doyen de toute difficulté. Le cas échéant, elle suggère au Conseil d'administration la modification de ces principes.

Les principes généraux s'appliquent sans préjudice des prérogatives des organes de tutelle et de contrôle et des règlements relatifs aux délégations de pouvoirs.

Commentaires

Seul le crédit ordinaire sera géré par le bureau avec l'aide de son secrétaire exécutif qui travaillera de concert avec l'administration des ressources financières.

Par contre, chaque membre du département pourra gérer en toute indépendance ses propres comptes "conventions de recherches" et "article 63", aussi longtemps que ces comptes seront gérés en bon père de famille. Néanmoins, toutes les opérations concernant ces comptes (commandes, paiements, engagement de personnel, préavis) seront centralisées et encodées par le secrétaire du bureau. Le président du bureau, pour sa part, veillera à ce que la gestion de ces comptes n'obère pas les intérêts de l'Institution.

L'objectif poursuivi par la centralisation de l'enregistrement des mouvements financiers au sein du département est double :

- fournir une aide à la gestion administrative des comptes; chaque gestionnaire informera le secrétaire du bureau des engagements qu'il aura réalisés; le secrétaire du bureau aura dans ses missions celle de transcrire les différents mouvements financiers dans le système de comptabilité analytique mis en place au niveau de l'Institution, suite à l'arrêté royal de la Communauté française du 12 avril 1999;
- mettre en évidence et corriger rapidement tout dérapage dans la gestion d'un centre financier.

Afin d'assurer le plein succès de la réforme et de prévenir tout effet pervers, un suivi régulier est prévu.